

MANIFESTE  
ÉCOLOGIQUE  
QUÉBÉCOIS

PAR:

## LE REGROUPEMENT ÉCOLOGIQUE QUÉBÉCOIS

Texte adopté le 22 novembre 1978

Ce manifeste a été publié pour le Regroupement écologique québécois  
par *Le mouvement pour l'agriculture biologique*

(1978, Montréal, tirage épuisé).

Il a été traduit en anglais et publié par la revue *Our Generation*

(vol. 13, no 4, automne 1979, Montréal).

Notre monde part à la dérive: la pollution, les guerres, l'inflation, le chômage sont ses nouvelles coordonnées. La machine est emballée et on se demande si on va pouvoir la maîtriser. Il semble bien qu'il faille trouver autre chose que les remèdes classiques. Devant la complexité et l'envergure des problèmes, l'immobilisme du système en place, l'action arbitraire et destructive de ceux qui sont aux postes de commande, que pouvons-nous faire? Que pourraient apporter les écologistes et l'écologie?

Elle est révolue l'époque où l'écologiste limitait son action à protéger les plantes et les animaux et où il se sentait presque obligé de s'opposer à toute forme de développement. La principale cause de la crise écologique nous paraît être la logique du profit et de l'accumulation du capital, amenant la surproduction de biens inutiles, ou souvent inadaptés à nos besoins réels.

L'humanité évolue déjà de façon catastrophique. On ne peut plus se permettre de jouer la survie d'un grand nombre sur une série de paris dont certains sont stupides, comme celui de la prétendue sécurité de la filière électro-nucléaire. Il nous apparaît nécessaire de réorienter l'évolution de la société vers une intégration des activités humaines au milieu naturel, supposant un nouveau mode de vie, une restructuration sociale et une réorientation de la technologie vers nos besoins réels, assurant ainsi un équilibre durable des cycles vitaux de la nature dont l'espèce humaine ne peut se dissocier. Une écosociété implique la fin d'un système de domination-exploitation imposé à l'humanité et à la nature. C'est une option de survie autant qu'un réel progrès qualitatif visant à résoudre les problèmes qui se posent à une société devant se réadapter aux conditions nouvelles qu'elle a elle-même créées.

Face à la crise écologique, des milliers de Québécois et de Québécoises, réunis dans de nombreuses organisations, ont formé le «Regroupement écologique québécois». Un réseau de militants, regroupés régionalement à travers le Québec, veut élaborer des choix et des stratégies de lutte. Ensemble, nous tenterons d'établir cette nouvelle société, en harmonie avec nous-mêmes et avec notre environnement.

Ce manifeste parle au nom du Regroupement. Mais les militants écologistes sont convaincus qu'il parle aussi au nom des millions d'autres Québécoises et Québécois qui subissent tous les jours les conséquences des problèmes actuels. Ce manifeste, qui sonne l'alarme sur un aspect de notre vie trop ignoré dans le passé, veut réussir à rallier des milliers, voire des millions de Québécois dans la lutte pour une écosociété faite par nous, à notre mesure et en fonction de nos besoins.

Partout dans le monde naissent de tels mouvements. Ces luttes se coordonneront un jour car c'est à l'échelle de la planète que la société écologique doit s'établir.

\*\*\*

## Qui sont les écologistes?

À la fin des années soixante, au Québec, on n'entend guère parler des écologistes. Bien sûr, on reçoit depuis quelques années déjà des échos des luttes amorcées aux États-Unis, au Japon et en Europe, mais il n'y a pas encore de groupes écologistes bien constitués dans notre province. La prise de conscience de nos problèmes écologiques est cependant rapide et, dès 1970, sont créées des associations importantes comme la SVP (Société pour vaincre la pollution), le STOP (Society to Overcome Pollution) et le CEQ (Conseil québécois de l'environnement). Ces associations s'attaquent à la tâche d'informer la population sur les problèmes écologiques et à celle d'impliquer l'État dans la solution de ces problèmes. C'est ainsi, pour ne citer qu'un cas, que la SVP s'est occupée depuis 1970 de questions aussi variées que la fluoruration des eaux, le traitement des eaux usées, l'aménagement du Saint-Laurent ( projet «Un fleuve, un parc»), la protection des écosystèmes de la Baie James, la pollution de l'air à Montréal, les épandages d'insecticides, la pollution des eaux par le mercure et les hydrocarbures, les question d'énergie et, surtout, la diffusion d'informations par tous les moyens possibles.

Dans les usines, les travailleurs prennent de plus en plus conscience des effets néfastes de leur environnement immédiat; les syndicats revendiquent des conditions de travail adéquates. Des citoyens mettent sur pied des comités pour défendre leurs logements. On s'organise contre la vie chère en créant des comptoirs alimentaires. Les mouvements de femmes prennent de l'ampleur, revendiquant l'égalité.

La conscience écologique créée par ces associations a eu rapidement un impact positif. Partout, au niveau de toutes les régions du Québec, ont surgi de petites associations, des rassemblements de citoyens, permanents ou temporaires, qui se sont levés pour défendre leurs droits et la qualité de leur environnement. Il n'est plus rare de voir au Québec des citoyens jeter un œil critique sur des projets comme l'établissement d'une ligne de transport d'énergie, l'implantation d'une usine dans leur région ou sur la pollution d'un cours d'eau et faire des revendications et des propositions pour protéger leur environnement et leurs conditions de vie. Sans la vigilance de ces écologistes, notre milieu serait encore en bien plus mauvais état qu'il ne l'est aujourd'hui.

Les écologistes se regroupent aussi autour d'un ensemble de projets qui annoncent et illustrent certaines dimensions d'une société écologique. Plusieurs centaines d'artisans de techniques agricoles saines sont membres du Mouvement pour l'agriculture biologique; tous s'appliquent à leur façon à répandre des techniques qui sont la seule alternative au maquillage alimentaire actuel. Le Québécois rural a connu jusqu'à tout récemment un mode de vie qui a respecté la plupart des lois écologiques. Une grande partie de cette tradition est entretenue et on se plaît à la redécouvrir. Les écologistes ajoutent à ces connaissances du passé des connaissances nouvelles dans tous les domaines et en particulier dans le domaine de l'agriculture. Un cadre scientifique s'est articulé dans les manières de cultiver la terre, on appelle cette agriculture «biologique» car elle respecte la vie du sol au lieu de lui nuire.

Parallèlement à ce mouvement, s'est développé un réseau de coopératives d'alimentation dans toutes les régions du Québec, groupes animés par une volonté d'alimentation végétarienne et d'approvisionnement local.

Dans plusieurs villes, on retrouve un nombre grandissant de membres du «Monde à bicyclette» qui favorisent l'adoption d'autres modes de transport que l'automobile et qui démontrent dans la vie de tous les jours l'efficacité de la bicyclette.

D'autres groupes, comme «L'alliance tournesol», s'attachent davantage à trouver des alternatives en matière d'énergie. Partout enfin, des citoyens posent des gestes qui développent de plus en plus la conscience écologique au Québec. Le chemin de cette conscientisation est encore long à parcourir mais les écologistes du Québec ont une cause solide à défendre qui ne peut pas rester sans réponse. Des premiers travailleurs qui se sont soulevés contre leurs milieux nocifs de travail aux populations entières de quartiers urbains et de villages qui ont réclamé un environnement sain, il y a toujours le même appel à l'abandon de la logique productiviste aveugle de ses conséquences, pour créer une écosociété.

\*\*\*

## Les problèmes et leur cause

Nos conditions de vie se détériorent. Pendant qu'on nous pousse, en entretenant notre insécurité, à une hyperconsommation malade qui devrait nous apporter le bonheur, beaucoup, même parmi nous, ne peuvent se procurer une nourriture de qualité, un logement décent, des loisirs qui leur conviennent. La technologie qui était apparue comme un outil de libération sert maintenant à concentrer le pouvoir et la richesse dans les mains de quelques-uns.

Ici au Québec, les rivières servent d'égouts à ciel ouvert. On y déverse les eaux usées des villes, riches en bactéries et en virus, les déchets des animaux d'élevage (la pollution de l'eau due à l'élevage des porcs au Québec équivaut à celle d'une population de trente-cinq millions de personnes; celle due aux pâtes et papiers à une population de dix-huit millions d'humains) et on y jette aussi les eaux industrielles, chargées de produits toxiques et même cancérigènes. La rivière L'Assomption reçoit chaque année des millions de gallons d'insecticides répandus sur les cultures de tabac dans la région de Lanaudière; et son eau sert à la consommation. La technologie a permis l'apparition dans notre milieu de poisons nouveaux, qui ne sont pas détruits dans l'environnement. Ces produits non biodégradables, tels de nombreux insecticides, avec le mercure (responsable de la maladie de Minamata qui affecte maintenant les Inuits à Lebel-sur-Quévillon), le plomb, les virus même, passent souvent de l'eau aux êtres qui y vivent, se concentrent dans les fruits de mer ou les poissons qu'on nous vend au marché. Ils affectent le plus souvent notre cerveau, leurs effets s'additionnent ou même se renforcent. De la même façon, les plantes qui servent de nourriture, au bétail ou à nous-mêmes, concentrent des poisons répandus sur le sol. La valeur nutritive de nos aliments diminue aussi car pour accroître les gains, on sélectionne, sans se soucier de leur qualité alimentaire, des variétés à croissance rapide, faciles à manipuler et plaisantes à l'oeil du consommateur. On met en marché de plus en plus d'aliments transformés, altérés. On y ajoute des colorants, aux effets souvent inconnus. On publicise la consommation de viande en sachant qu'elle est déjà trop forte. Les prix montent et ce ne sont pas les fermiers qui s'enrichissent. Au contraire, ils doivent souvent abandonner leurs terres.

L'air que nous respirons, comme l'eau et les aliments que nous consommons, contient des poisons qui s'accumulent parfois dans notre organisme et le détériorent. L'automobile, une importante cause de mortalité, est aussi un facteur de stress ainsi que la principale source de monoxyde de carbone (CO)

dans les villes. Ce gaz, qu'on ne peut déceler à son odeur, passe à travers les murs des maisons, nous asphyxie, nous affaiblit et cause même la confusion dans nos idées. Le monoxyde de carbone empêche l'élimination par notre organisme du cholestérol en excès et cause des maladies cardiaques. Dans l'air des villes, la combustion de l'huile à chauffage, les industries et les automobiles libèrent aussi le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) qui attaque nos poumons: jusqu'à huit cents tonnes par jour sont rejetées dans l'air de Montréal (cent quarante tonnes en moyenne par jour par les raffineries). À Shawinigan, la pollution est telle que les malformations congénitales sont augmentées. Dans la région de l'amiante, la poussière affecte les poumons non seulement des mineurs mais aussi ceux des autres citoyens. À Arvida, les fluorures et l'anhydride sulfureux rejetés par l'Alcan ont le même effet.

La logique du système capitaliste pousse à la consommation effrénée et au gaspillage. Au lieu de stimuler l'utilisation de déchets comme source de fertilisants organiques, le pouvoir capitaliste encourage l'utilisation de fertilisants synthétiques. Ceux-ci, délavés par la pluie, iront engraisser les plantes des lacs et des rivières, qui se transformeront en mares, pendant que nos déchets de table seront brûlés et nos eaux d'égouts pollueront encore davantage au lieu de retourner à la terre comme nourriture pour les plantes utiles. Deux millions de tonnes de déchets par an sont à toutes fins utiles perdues sur l'île de Montréal. À Limoilou, l'incinérateur de la communauté urbaine de Québec ajoute sa fumée polluante à celle des usines environnantes. Seulement sept pour cent des eaux usées sont traitées avant d'être déversées dans le Saint-Laurent. On pense aux égouts de Montréal mais il faut aussi penser à toutes les villes jetant leurs eaux usées dans les affluents du fleuve, Sherbrooke par exemple dans la Saint-François. Dans l'Outaouais seul, l'industrie des pâtes et papiers déverse par jour cent quatre-vingt-dix tonnes de solides en suspension. Cette industrie rejette chaque jour six cents trente-deux millions de gallons d'eau usée dans le Saint-Laurent ou ses tributaires. L'eau soi-disant potable est contaminée. C'est le cas de façon scandaleuse sur la Côte-Nord. Mais partout les virus, les produits non biodégradables et les sels minéraux s'infiltreront jusque dans les puits artésiens qui risquent de devenir sous peu contaminés pour des dizaines d'années. Quant à l'eau puisée dans les rivières, elle est traitée contre les microbes mais pas contre les poisons qu'elle contient.



De grandes parties de nos forêts sont coupées «à blanc», ne se renouvelant qu'après des décennies, dans les meilleurs des cas, ou tout simplement jamais, dans les régions où le gel empêche toute repousse. Les coupes «à blanc» favorisent aussi la prolifération de la tordeuse des bourgeons de l'épinette.

Les équilibres biologiques sont brisés. De nouveaux équilibres s'établiront. Mais ils ne seront pas nécessairement à notre avantage. Et plus des espèces animales ou végétales disparaîtront, plus nous avancerons vers une rupture générale de l'équilibre dans lequel nous avons pour le moment une place.

Déjà certains sont affectés par la situation actuelle. On se rappelle les cas de typhoïde de Saint-Gabriel-de-Brandon. Certains meurent, d'asthme, des suites de bronchite chronique, d'athérosclérose, de cancer. Beaucoup meurent aussi de maladies industrielles - et il ne faut pas oublier qu'une grande partie de l'industrie contemporaine est une industrie de guerre- . On connaît les méfaits de l'amiantose, on connaît les cas d'empoisonnement au monoxyde de carbone dans les industries ( par exemple à la Great Lakes Carbon de Berthierville), les cirrhoses, les empoisonnements par le plomb (à la Carter White Lead de Montréal), par le sélénium, le benzène et les accidents de travail augmentés par le stress, on connaît aussi l'augmentation graduelle des cancers, surtout chez les travailleurs d'usines. Les cancers sont, dans la plupart des cas, nettement attribuables à des facteurs de l'environnement. Les radiations atomiques, en plus de produire des mutations et des maladies héréditaires, sont une cause de cancers. N'oublions pas qu'en refusant l'utilisation de sources recyclables d'énergie, la logique du système capitaliste nous entraîne vers l'acceptation de l'énergie nucléaire, paravent à la fabrication de bombes et outil de pouvoir centralisateur.

La pollution est un phénomène généralisé dans notre société. Pour le moment, ses effets catastrophiques n'apparaissent que localement. Mais la rupture d'un équilibre est une rupture brusque. La logique du système capitaliste est que les plus faibles mourront pour les plus forts. De la même façon que les pays où on souffre le plus de la faim sont des exportateurs de nourriture, les femmes laissées sans soutien suffisant de l'État sont incitées à faire des enfants, les chômeurs sont tenus

responsables du chômage, les malades de leur maladie et les consommateurs de la pollution: on nous dit de ne pas jeter nos papiers dans la rue et on construit des autoroutes devant nos balcons.

La technologie aveugle est le fait de la course au profit; elle est au service du pouvoir capitaliste. Un appareil policier de plus en plus puissant la protège. Nous dépendons de plus en plus d'elle et elle nous enlève tout pouvoir. Il nous faut la reprendre en mains, collectivement, et la faire servir nos besoins.

\*\*\*

## **Une société écologique**

Une société écologique serait radicalement différente de celle que nous connaissons aujourd'hui. Les différences pourraient se manifester de multiples façons et à divers niveaux. Ainsi, l'avènement de la société écologique coïncidera avec des modifications profondes dans les domaines de la technologie, de l'économie et de la politique. Ces changements impliqueront l'apparition d'un nouveau mode de vie, d'une valorisation authentique des notions de vie humaine et de qualité de cette vie humaine. La société écologique sera une société construite par tous et pour tous également. Elle ne pourra atteindre son plein développement qu'à l'échelle planétaire.

Une société écologique, telle que nous l'édifierons, reconnaîtra d'abord le fait que l'humanité fait partie de l'écosystème et qu'à ce titre l'espèce humaine doit s'intégrer harmonieusement aux mécanismes régulateurs de son environnement naturel. De plus, les membres de la société écologique insisteront tout autant sur l'importance de leur intégration en tant que participants de plein droit à un environnement culturel où chacun doit pouvoir trouver les moyens concrets de réaliser pleinement son développement tant physique, qu'intellectuel et affectif. Cette conscience de l'équilibre vital entre nous et notre milieu devra se traduire dans la pratique par des choix lucides et collectifs sur les moyens à prendre pour produire, distribuer et préserver les biens et les services que nous jugerons essentiels ou désirables pour notre épanouissement d'êtres humains.

Sur le plan technologique, la société écologique se souciera de la salubrité des processus de production employés; elle évaluera les implications de l'utilisation alternative ou complémentaire de ressources naturelles et verra à les recycler afin d'assurer leur permanence. Cela signifie que dans la société écologique, il ne saurait être admis ou toléré que la production de biens destinés à la consommation humaine, ou que les techniques employées pour réaliser cette production, ou que la consommation de ces biens, entraînent des risques pour la santé des travailleurs de cette industrie, des résidents qui habitent à proximité du lieu de production ou à plus grande distance, des consommateurs de ce bien ou de tout autre individu ou groupe concerné. Ainsi, les activités de production polluantes qui dégradent l'environnement naturel ou social seront abandonnées ou alors elles seront modifiées afin que disparaissent ces conséquences inacceptables.

Quant à savoir ce qui devra être produit, la société écologique insistera d'abord pour que soit garantie une sécurité économique à tous ses membres. Cela veut dire qu'une planification de la production verra en premier lieu à ce que chacun soit assuré de manger à sa faim une nourriture saine et pleinement nutritive, que chacun soit vêtu, logé, soigné et éduqué adéquatement, et à ce que chacun ait accès aux autres biens et services qui, sur le plan social, sont jugés essentiels à la valorisation humaine.

La décentralisation et la participation de tous les citoyens concernés au processus politique de décision seront des caractéristiques marquantes de cette nouvelle société. Le cadre de la démocratie formelle, parlementaire et consultative, sera dépassé, de telle sorte que tous seront des décideurs, des façonneurs du milieu collectif, des préservateurs de l'environnement naturel. La démocratie écologique aura aboli le caractère hiérarchique du pouvoir politique de notre société. Elle prônera la coopération plutôt que la compétition entre les individus.

Une société écologique ne saurait être une société de classe dans sa réalisation finale, c'est-à-dire qu'elle ne saurait reposer sur un accès différentiel à la propriété ou au contrôle des moyens de production. De même, elle ne saurait tolérer que subsiste une diffusion inégale de l'information nécessaire à la prise des décisions politiques et économiques conscientes qu'implique ce contrôle, ce pouvoir sur l'environnement humain, qu'il soit naturel ou social.

La société écologique sera donc une société participative et égalitaire où l'individu, conscient qu'il exerce un pouvoir réel de décision sur son milieu, sera appelé à donner la pleine mesure de ses talents et son dynamisme pour que se réalisent enfin nos aspirations à un monde plus juste et meilleur.

\*\*\*

## Plan d'action

La société écologique idéale, participative et égalitaire, exige bien sûr une vision internationale. Elle n'a pas de sens à une échelle restreinte, ceci pour trois raisons principales. D'abord, les problèmes de pollution ne sont pas uniquement des problèmes locaux: les mers sont polluées, des régions se désertifient, la terre entière risque d'être affectée. Ensuite, la société écologique égalitaire implique la cessation de l'exploitation de nations par d'autres: nous n'entendons pas demander l'expulsion des industries polluantes vers des pays où le pouvoir politique le permet, ni encore la baisse des prix des denrées importées de pays où règne la malnutrition. La troisième raison pour laquelle la société écologique doit avoir une ampleur internationale est sa nature participative: nous ne voulons pas d'une société imposée des pays capitalistes développés, dont nous sommes, aux pays exploités mais bien d'une société où tous, hommes et femmes de tous âges et de toutes nationalités auront leur mot à dire dans un choix collectif.

Pourtant, l'action que nous proposons ici, dans une optique de transition, est une action locale: c'est l'action que nous pouvons nous-mêmes entreprendre et c'est bien sûr une action visant aussi à combattre le pouvoir étatique brimant les libertés individuelles et celles des autres nations.

Notre première tâche sera de favoriser l'expérimentation d'alternatives qui pourront ensuite être diffusées. Les premiers noyaux de vie écologique à la campagne sont des centres d'apprentissage qui ne demandent pas mieux que de témoigner de leurs réalisations aux groupes de la société soucieux d'expérimenter des façons de vivre en harmonie avec l'environnement. Notre société y gagnerait beaucoup en prévention des maladies et en diminution des besoins artificiels si on encourageait ces groupes marginaux et favorisait la diffusion de leurs apprentissages.

Une seconde tâche vers la recherche d'une société participative est égalitaire sera une tâche d'information. Combattre la manipulation, permettre l'information maximale est nécessaire pour que chacun puisse se libérer et effectuer des choix conscients.

Notre troisième tâche en sera une de revendication et de mobilisation. En plus d'expérimenter des alternatives et de veiller à la circulation de l'information, il faut également faire face à la dure réalité du

pillage actuel de l'environnement. Nous devons donc forcer l'État et les entreprises privées à arrêter ce pillage. Pour cela, il nous faudra organiser des mobilisations de masse. Concrètement, nous réclamons des gouvernements:

- des canaux d'information communautaires contrôlés par le peuple;
- la limitation des budgets publicitaires des compagnies;
- de la publicité visant à renseigner sur la valeur véritable des biens offerts;
- un programme de diffusion des alternatives écologiques;
- la mise sur pied immédiate des cours d'écologie annoncés par le ministre de l'environnement dès le niveau primaire dans les écoles; ces cours devront avoir un contenu majoritairement pratique et être aussi offerts dans les programmes d'éducation des adultes.

L'information libre est nécessaire mais insuffisante pour nous libérer du système actuel. Nous devons poursuivre les luttes entreprises sur tous les plans et en élaborer d'autres. Il est particulièrement urgent d'attaquer les problèmes du travail ainsi que des maladies et de la pollution industrielles, de l'agriculture et du zonage des terres agricoles et celui de l'énergie nucléaire.

En ce qui concerne le travail ainsi que les maladies et la pollution industrielles, nous réclamons:

- le revenu minimum garanti pour tous;
- l'insertion dans le Code du travail de quatre articles:
  1. Tout travailleur, ou tout groupe de travailleurs peut cesser un travail jugé par lui dangereux, à court ou à long terme, sans risque de congédiement et sans perte de salaire. Ceci implique le droit pour les travailleurs de mesurer le degré de pollution.

2. Tout travailleur exerçant un métier dangereux aura droit à au moins quatorze heures de repos entre chaque période normale de travail (d'un maximum de dix heures), ceci pour diminuer les risques d'accident.
3. Nul ne pourra employer des travailleurs à la pièce.
4. La semaine de travail sera portée à trente heures sans réduction de salaire et sans augmentation de tâche. Cette mesure vise à combattre le chômage.

Nous réclamons aussi:

- une compensation adéquate aux accidentés du travail et à ceux qui sont atteints de maladies industrielles;
- des hausses des normes de sécurité au travail;
- l'installation obligatoire d'équipements antipollution, y compris des équipements pour traiter ou recycler les déchets industriels qui ne devront plus être libérés dans l'atmosphère ni dans les eaux courantes; les dépenses impliquées devront être aux frais des compagnies (qui ont retiré plusieurs fois la valeur de leur investissement aux dépens de la santé des employés et de la population en général); un tel plan inclura le versement du plein salaire aux travailleurs en cas de fermeture temporaire; ces mesures s'appliquent également à la «pollution psychologique» causée par un travail aliénant: le travail, dans tous les domaines, devra être réorganisé pour répondre aux besoins psychologiques des travailleurs, à leur dignité humaine;
- la création de nouveaux emplois dans les domaines du recyclage, des énergies alternatives, du transport en commun, de l'information communautaire, de l'habitation.

Au sujet du zonage des terres agricoles et de l'agriculture, nous réclamons:

- que les développements résidentiels et industriels se fassent dorénavant dans les zones jugées impropres à toute agriculture et ce dans toutes les régions du Québec; le territoire zoné agricole devra demeurer à des fins agricoles et on devra mettre tout en œuvre pour empêcher que ce

territoire serve à des fins industrielles ou passe entre les mains de résidents qui ne pratiquent pas l'agriculture; une loi sur le zonage agricole doit s'attaquer à toute forme de spéculation et viser au moins indirectement à établir un peu de justice sociale; on devrait favoriser l'occupation du territoire par des artisans en fixant une densité de population optimale pour chaque type de sol en fonction de ses possibilités de production; on devrait aussi réviser la vocation de certaines régions orientées trop exclusivement sur la production animale, alors que nous savons que les Québécois consomment déjà beaucoup trop de viande et qu'il serait souhaitable d'encourager la production et la distribution des céréales et d'autres productions végétales pour consommation humaine;

- l'aménagement de ceintures agricoles autour des villes pour que les jardins communautaires soient facilement accessibles à la majorité des citoyens;
- des subventions pour les méthodes d'agriculture protégeant les sols et non polluantes ainsi que l'arrêt des subventions aux méthodes polluantes auxquelles une alternative existe;
- l'octroi de prêts à long terme et à faible taux d'intérêt aux petites coopératives agricoles, ainsi que des subventions pour l'achat d'outillage collectif;
- l'accessibilité au sol à ceux qui veulent le cultiver;
- une politique de contrôle de l'utilisation des pesticides;
- l'arrêt immédiat de l'épandage d'herbicides toxiques le long des routes et des voies ferrées par le Ministère des travaux publics;
- l'interdiction des additifs alimentaires inutiles (colorants par exemple) ou dont l'innocuité est soit non prouvée, soit mise en doute lors de combinaisons avec d'autres substances (la même règle devrait s'appliquer aux produits pharmaceutiques et on devrait obliger les fabricants à mentionner les effets secondaires des médicaments).



En ce qui concerne l'énergie nucléaire, nous réclamons:

- que les centrales I et II à Gentilly et l'usine d'eau lourde en construction à La Prade soient démantelées; on devra employer à cette fin des mêmes travailleurs qui y sont déjà;
- qu'aucune autre centrale nucléaire ne soit construite;
- que des subventions soient octroyées pour l'installation de capteurs solaires sur les maisons, assurant au moins le chauffage de l'eau;
- la construction de nouvelles unités de logement, conçues de façon à profiter du soleil pour le chauffage; la mise en marche de tels projets à une échelle massive fournira des emplois utiles.

Quant aux autres luttons déjà amorcées, les principales revendications en sont les suivantes :

- le développement de réseaux de transport en commun urbains et interurbains à prix modique et éventuellement gratuits; nous nous opposons à l'automobile privée comme moyen de transport principal en milieu urbain;
- la création de pistes cyclables aménagées de façon à permettre l'accès à tous les lieux, partout au Québec et prioritairement dans les villes;
- la préservation d'espaces verts dans les villes et l'aménagement de nouveaux espaces accessibles aux citoyens dans les campagnes, pour un usage collectif;
- que l'appui gouvernemental se fasse sans ingérence dans les petites coopératives, alimentaires ou autres;

- des investissements dans un programme de santé préventive, par exemple dans le sport non compétitif, l'alimentation équilibrée et saine, la dépollution (et l'arrêt de pollution) de l'air et de l'eau, la diminution des situations stressantes plutôt que dans une pharmacopée de plus en plus envahissante;
- le contrôle de la teneur en soufre des carburants;
- le compostage obligatoire des boues d'égouts et des déchets recyclables des villes, avec possibilité de récupération du méthane libéré; les industries ne devront évidemment plus jeter aucun produit toxique dans les égouts; le compostage pourrait aussi s'appliquer aux déchets de certaines usines (laiteries, par exemple) et au purin.

Enfin, nous appuyons toutes les luttes contre la concentration du pouvoir et pour la sécurité économique de tous, nationalement et internationalement. Mentionnons le droit à l'autodétermination des nations amérindiennes qui est un droit politique à la vie collective sur les territoires où elles vivent.

Nous avons les moyens de nous offrir une société juste, à l'échelle mondiale, sans austérité. Qu'on regarde simplement les budgets consacrés aux armées nationales et on comprendra.

\*\*\*

## **Conclusion**

Le pillage désastreux de notre environnement doit cesser. La seule façon de l'arrêter est de combattre la base matérielle et sociale qui le soutient : le système de production capitaliste basé sur l'impératif du profit. Notre objectif ultime est de bâtir une société où les gens vivront et travailleront en harmonie avec leur environnement et avec eux-mêmes, sans rapports d'exploitation, d'oppression ou de domination.

La crise écologique a poussé des Québécois à se regrouper. Les événements ont jeté de nombreux militants et militantes écologistes dans le feu de l'action. Mais le mouvement écologique québécois reste à construire avec l'appui et l'engagement de milliers voire de millions d'autres Québécois. La lutte écologique doit se poursuivre partout où des gens se trouvent réunis, entre autres dans et par les syndicats, les groupes populaires, les associations d'étudiants, de chômeurs et d'assistés sociaux, les mouvements de femmes, les comités de lutte pour l'égalité des minorités, les organisations politiques progressistes.

Nos revendications sont nombreuses et ambitieuses, et absolument nécessaires. Mais elles ne sont qu'une étape vers la création de l'écosociété de l'avenir, égalitaire et participative. Chaque victoire partielle diminue la monopolisation du pouvoir et nous fait faire un pas vers la société écologique que nous voulons.

\*

Copie conforme mise en ligne par Colette Provost, ex-présidente du regroupement écologique québécois (1978 à 1981) [crp@cooptel.qc.ca](mailto:crp@cooptel.qc.ca)